Au Burundi, la réconciliation nationale, une priorité pour Évariste Ndayishimiye

Deutsche Welle,Â 19.06.2020 Le nouveau prÃ©sident Burundais Ã‰variste Ndayishimiye, a prÃªtÃ© serment le jeudi 18 juin dernier pour un mandat de sept ans. Le principal enjeu qui l'attend est celui de la rÃ©conciliation nationale. Le gÃ©nÃ©ral Ã‰variste Ndayishimiye hÃ©rite dâ€™un pays exsangue Ã©conomiquement, isolÃ© sur le plan diplomatique et qui souffre dâ€™ dÃ©ficit dÃ©mocratique.Â

FranÃ§ois Nyamoya, le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du Mouvement pour la solidaritÃ© et la dÃ©mocratie (MSD), estime que le dialogue, la rÃ©conciliation nationale et la restauration de lâ€™Etat de droit sont intimement liÃ©s. Selon lui,Â "la seule faÃ§on crÃ©er, si je peux ainsi dire, une certaine lÃ©gitimitÃ©, câ€™est de nouer le dialogue avec lâ€™ensemble de la classe politique dâ€™ouvrir lâ€™espace mÃ©diatique, ainsi que redonner sa place Ã la sociÃ©tÃ© civile. Et ensuite, engager un vÃ©ritable dia national pour restaurer lâ€™Etat de droit. On ne pourra pas rÃ©habiliter lâ€™Ã©conomie 'il n'y a pas d'assainissement d'un environnement politique, si on ne remet pas sur pied le systÃ¨me judiciaire." SÃ©curitÃ© Pour sa part, Vital Nshimirimana, le prÃ©sident du Forum pour le renforcement de la sociÃ©tÃ© civile (FORSC), la rÃ©conciliation nationale passe nÃ©cessairement par la sÃ©curitÃ© individuelle et collective des Burundais. "Nous attendons quâ€™il puisse rassurer tout le peuple. Il faut quâ€™il puisse assurer la sÃ©curitÃ© de chaque Burundais, sans exclusion, sans discrimination. Ceux qui nâ€™appartiennent pas au CNDD-FDD (le parti au pouvoir) ont toujours Ã©tÃ© perÃ§us comme des mauvais. Tant dis que ceu qui appartiennent au CNDD-FDD sont considÃ©rÃ©s comme des bons. Il suffit Â de discipliner la milice Imbonerakure parce que câ€™est cette jeunesse du parti au pouvoir ne doit en aucune maniÃ¨re jouer un rÃ´le en matiÃ¨re de sÃ©curitÃ©", explique il. Marges de manoeuvre Ã‰variste Ndayishimiye aura-t-il des marges de manÅ“uvres consÃ©quentes pour ouvrir le jeu politique et opÃ©rer des rÃ©formes en profondeurÂ ?Â S'il cherche Ã rÃ©former,Â "il risque de se heurter Ã des rÃ©ticences part des gÃ©nÃ©raux qui tiennent le pays", prÃ©voit Carina Tertsakian, chercheuse Ã l'Initiative pour les droits humains au Burundi. Mais celle-ci estime aussi que pour se faire accepter, le nouveau prÃ©sident sera obligÃ© de donner des gages dans un pays dÃ©chirÃ© par cinq annÃ©es de crise politique.Â "Un chef dâ€™Ã©tat digne de ce nom est libre. La sÃ©curitÃ© maitrisÃ©eÂ au Burundi. Le prÃ©sident Evariste Ndayishimiye dÃ©tient tous les pouvoirs. Il nâ€™aura donc aucun prÃ©texte", soutient Maitre David Dusabe, avocat Ã Bujumbura. Appel du pied Â "Ceux qui ont fui le Burundi et sont allÃ©s se plaindre auprÃ¨s des colonisateurs, qu'est-ce que vous avez obtenu?", s'est interrogÃ©, Ã‰variste Ndayishimiye avant d'ajouter "les portes du dialogue sont ouvertes. Ceux qui ont toujours avancÃ© le prÃ©texte du dialogue pour perturber le pays, vous pouvez rentrer, nous sommes prÃªts Ã discuter." Le nouveau prÃ©sident a ensuite indiquÃ© queÂ "le dialogue est ancrÃ© dan la culture burundaise. Personne n'a le droit de venir nous demander de dialoguer entre nous". Une alluison Ã peine voilÃ©e Ã la communautÃ© internationale, qu'il accuse d'ingÃ©rence.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});